

2025, Grand tournant à TÉHÉRAN.

Gérard Vespière



Fondation d'Etudes
Pour le Moyen-Orient



Juin 2025

PLAN

<u>Introduction</u>	Page 3
1) Les Revers généralisés en politique étrangère -	Page 5
- 1.1 L'attaque et l'échec du Hamas.	
- 1.2 La défaite libanaise.	
- 1.3 L'effondrement du régime syrien.	
- 1.4 L'attrition de la milice Houthi.	
- 1.5 Actions des dirigeants américains et européens.	
2) La dégradation de la situation socio-économique -	Page 9
- 2.1 La poursuite de la dégradation économique.	
- 2.2 Structures économiques dominantes et corruption	
- 2.3 Les tensions sociales permanentes.	
- 2.3 Le décrochage politique des citoyens	
3) La Répression pour garder le pouvoir à tout prix -	Page 13
- 3.1 Accélération des exécutions	
- 3.2 Actions contre les étudiants	
- 3.3 Répression renforcée contre les femmes	
- 3.4 Persécution des minorités ethniques et religieuses	
- 3.5 Répression des opposants politiques	
- 3.6 Actions et protestations	
4) Négociations nucléaires, la crise finale du pouvoir ?	Page 18
- 5.1 Négociations nucléaires, choc du discours et de la réalité.	
- 5.2 Le hijab autre source de conflit institutionnel	
- 5.3 La République islamique d'Iran en danger	
- 5.4 La montée en puissance des Unités de Résistance	
<u>Conclusion</u>	Page 21

INTRODUCTION

L'année 2025 ne constituerait-elle pas un grand carrefour, pour le Moyen-Orient, et en particulier pour le régime iranien ?

Lors du déclenchement du conflit le 7 octobre 2023, la stratégie iranienne de confrontation avec l'État d'Israël atteignait son apogée avec l'attaque surprise du Hamas, et l'implication d'un Hezbollah fort, depuis le Liban.

En 2024, Téhéran en deux frappes a lancé plus de 400 drones et missiles vers le territoire israélien, mais sans réels résultats. En retour, l'Iran a subi deux attaques israéliennes, a perdu une partie de ses défenses aériennes et n'a finalement pas répliqué. Finalement en 18 mois, la situation stratégique du régime iranien s'est totalement retournée.

Ses proxys dans le conflit, Hezbollah, Houthi, et en particulier le Hamas, ont subi d'énormes pertes. Le Hezbollah a perdu au Liban son poids militaire et politique. En Syrie après plus de 13 ans de guerre, le régime fidèle allié politique de Téhéran est finalement tombé. Les Houthis sont affaiblis par de forts bombardements de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne et d'Israël. Ces échecs extérieurs ont été tout-à-fait ressentis par la population.

Les citoyens iraniens subissent en plus la dégradation continue de leurs conditions de vie et d'environnement. Ils mènent grèves et protestations contre le régime dans tout le pays, tout en craignant la violence de la répression.

La même agitation se retrouve dans les sphères du pouvoir, où les querelles sont nombreuses à l'intérieur du parlement. Elles se déroulent également entre les factions et le cercle restreint réuni autour du guide suprême, Ali Khamenei.

Ce dernier a ouvertement critiqué l'idée d'envisager des négociations avec les États-Unis au sujet du nucléaire. Elles ont pourtant commencé au mois d'avril. Faut-il y voir un désaveu cinglant de son autorité ? Ou bien s'agit-il d'un double jeu calculé, dont Khamenei maîtrise les rouages ?

Dans la première hypothèse, ce revirement marquerait un affaiblissement inédit du pilier central du régime, remettant en cause la primauté absolue du guide suprême dans l'architecture politique de la République islamique. Aux yeux des citoyens, cela pourrait constituer le début d'un effritement plus profond de l'autorité du régime.

Dans la seconde hypothèse, Khamenei jouerait un double jeu : rejeter publiquement tout dialogue tout en autorisant, en coulisse, des négociations. Mais cette stratégie d'équilibriste n'est pas sans risque : en ménageant deux options, deux voies, le guide suprême perd alors fondamentalement son rôle de guide, qui consiste à donner LA VOIE ! En conséquence, il descend lui-même de son piédestal.

Quelles que soient les hypothèses, le régime n'est pas à l'abri d'une explosion sociale. Afin de se maintenir en place, le pouvoir a développé un système législatif répressif, et des forces de sécurité en grand nombre. Mais le cumul des insatisfactions populaires, la soif de liberté, et la recherche d'une vie meilleure, peuvent provoquer une explosion, et la chute d'un guide de 86 ans, au pouvoir depuis...36 ans... !

Le sentiment s'installe, Ali Khamenei sera le dernier guide....

1. Les revers généralisés en politique étrangère

L'embrasement au Proche et Moyen-Orient résulte d'un double processus. Premièrement, l'évolution de l'arc chiite, construit par Téhéran, vers un axe de la résistance, incluant les sunnites du Hamas. Deuxièmement, la volonté de Téhéran de s'opposer à la poursuite du développement des accords d'Abraham. Après les Émirats Arabes Unis, l'État de Bahreïn, et le Maroc, l'Arabie Saoudite s'intéressait à cette ouverture. La stratégie d'affrontement avec Israël, voulue par la République islamique d'Iran depuis 1979, se trouvait profondément menacée. La réponse stratégique iranienne a consisté à préparer les sanglantes attaques du 7 octobre 2023

Depuis lors, les conséquences pour l'Iran des changements survenus, dans la bande de Gaza, au Liban, et en Syrie, sont impressionnantes. Les opérations en cours contre leurs alliés Houthis, au Yémen, complètent l'étendue des revers régionaux. Une réunion tenue le 11 janvier 2025, en France, d'anciens et futurs dirigeants occidentaux au sujet du renversement du régime iranien, complète ce panorama. L'année 2025 pourrait donc voir se poursuivre la recomposition du Moyen-Orient, totalement impensable, il y a un an.

1.1 L'attaque et l'échec du Hamas

Cette attaque surprise, impliquant également le Hezbollah depuis le Liban, constitue la réponse iranienne au développement des accords d'Abraham, normalisant les relations d'Israël avec les pays arabes. Avant d'arriver au pouvoir l'ayatollah Khomeini avait déjà désigné « Israël, ennemi de l'islam ». La confirmation de l'implication du régime iranien, et des Gardiens de la Révolution dans cet affrontement, a été donnée par Ali Akbar Velayati, conseiller auprès du guide suprême pour les relations internationales, ministre des Affaires étrangères pendant 16 ans. Quelques jours après l'attaque, il a déclaré : « Les États-Unis ont pensé qu'en éliminant le Général Solemani le 3 janvier 2020 à Bagdad, ils avaient éliminé toutes capacités de la force Al-Qods des Gardiens de la Révolution. Les événements du 7 octobre leur ont montré qu'il avait été remplacé ». Ainsi, de façon très feutrée, il confirmait la responsabilité des Gardiens de la Révolution dans l'ensemble des opérations militaires déclenchées par le Hamas.

Cette opération menée principalement de façon terrestre, a été accompagnée d'interventions par air, et par mer. Une telle stratégie est la marque d'une conception militaire classique, organisée, à l'opposé des pratiques de fabricant de roquettes, de ce mouvement. Elle a nécessité une vision, des compétences militaires et techniques, fournies en réalité par les Gardiens de la Révolution.

Après plus d'un an et demi de combats, le Hamas, sans être détruit, est considérablement affaibli militairement et politiquement, par la perte de nombreux combattants et chefs politiques. Le nom de son rival historique, le Fatah, est cité comme possible administrateur de la bande de Gaza. Terrible échec pour le gouvernement de Téhéran. Un autre revers attendait plus au nord.

1.2 La défaite libanaise

L'élimination de l'encadrement du Hezbollah, puis de son secrétaire général, Hassan Nasrallah, de milliers de membres de cette milice, et la destruction de ses infrastructures, ont conduit Téhéran à accepter des négociations et un cessez-le-feu. Les opérations de son contrôle sont placées sous la responsabilité d'un comité réunissant des officiers américains, français, et les casques bleus de l'Onu.

Initié par le régime des mollahs dès 1982, le 'parti de Dieu' avait acquis une position militaire et politique dominante au Liban autour de la minorité chiite. Depuis 2 ans, sa représentation politique bloquait le processus d'élection du président de la République Libanaise par le Parlement. Le 9 janvier, Joseph Aoun chef de l'armée libanaise, a pu être élu président. Il s'en est suivi la mise en place d'un nouveau Premier Ministre. Ce déblocage politique matérialise la défaite politique du Hezbollah, après sa défaite militaire, et celle de son parrain iranien, après 42 années d'investissements financiers et militaires. Le nouveau gouvernement a décidé que la détention d'armes ne devait relever que de la seule armée libanaise. Le désarmement du Hezbollah ne sera pas aisé, mais il est acté politiquement. Sur ce point, le gouvernement libanais est assuré du soutien total des États-Unis.

Le profond affaiblissement du Hezbollah constitue donc le deuxième revers de la politique extérieure de Téhéran.

1.3 L'effondrement du régime syrien, autre allié historique

Le 'printemps arabe' en 2011 avait fortement ébranlé le pouvoir de la famille Assad en Syrie.

L'alliance avec Téhéran et Moscou lui a évité la chute au prix d'une sanglante guerre civile. Mais l'usure du temps, l'appauvrissement économique, et le retrait des miliciens du Hezbollah ainsi que des forces russes, rappelées sur le théâtre ukrainien, ont créé les conditions d'écroulement du régime.

Quelques jours avant la chute de Damas, plusieurs milliers d'Iraniens, dont de nombreux gardiens de la révolution, ont quitté la Syrie, après le saccage de leur ambassade. Il y a une quarantaine d'années, Hafez el-Assad, père du président déchu, avait été le seul dirigeant d'un pays arabe à soutenir le régime perse, lors

de la guerre Iran-Irak. Les relations entre le pouvoir syrien et iranien étaient stratégiques. La forte présence iranienne en Syrie facilitait le ravitaillement du Hezbollah au Liban, voisin.

En quelques semaines, après les défaites du Hamas et de la milice Hezbollah, le régime des mollahs a perdu un troisième allié !

Jamais, depuis son arrivée au pouvoir en 1979, le régime religieux de Téhéran n'avait connu un tel affaiblissement extérieur. S'y ajoute les difficultés de l'allié Houthi au Yémen, subissant les bombardements réguliers de ses installations militaires.

1.4 L'attrition de la milice Houthi

Le mouvement Houthi a déclenché ses premières frappes sur les navires commerciaux, navigant en mer Rouge et dans le Golfe d'Aden dès le mois de novembre 2023, en soutien aux opérations menées par le Hamas contre Israël. Ce mouvement rebelle a renversé le pouvoir légitime en 2015 avec le parrainage religieux, politique et militaire de Téhéran. Ses attaques contre le commerce international, et le territoire israélien, complètent le dispositif iranien lancé le 7 octobre depuis la Bande de Gaza et le Liban.

Un premier niveau d'intervention de forces maritimes internationales s'est progressivement mis en place, en 2024, autour des marines américaines et britanniques (Mission Gardien de la prospérité) et européennes (Mission Aspides).

Mais depuis la mi-mars 2025, le Pentagone a décidé de mener des frappes non plus réactives, en réponse à des attaques yéménites, mais à la totale initiative des forces américaines. En plus des infrastructures, cette nouvelle campagne est élargie à l'élimination de dirigeants politiques et militaires Houthis, par des bombardements ciblés. On assiste donc à des opérations très durcies destinées à porter des coups sévères à ce proxy de Téhéran. Les forces armées britanniques participent également à cette orientation.

Les États-Unis ont également demandé formellement au régime iranien, en Avril, de suspendre ses approvisionnements au mouvement yéménite. En cas de non-respect, les forces américaines se réservent le droit d'intervenir pour les interrompre. La marine américaine dispose depuis lors, dans la région, d'un deuxième porte-avions nucléaire, le Carl Vinson. Il constitue un élément important d'un déploiement plus vaste, aérien, comprenant des chasseurs bombardiers dispersés aux E.A.U. ainsi qu'au Koweït et au Qatar.

Cette stratégie a été payante, les Etats-Unis et les rebelles Houthis du Yémen sont parvenus à un accord de cessez-le-feu annoncé le 6 mai par le médiateur omanais. Le président Donald Trump avait auparavant déclaré l'arrêt des frappes américaines contre ces insurgés. Cet accord, qui restaure une liberté de navigation en mer Rouge, est intervenu quelques heures après des bombardements aériens israéliens qui ont détruit l'aéroport international de la capitale yéménite Sanaa.

On assiste donc dans le cadre du contexte régional du Moyen-Orient à la continuation de l'affaiblissement extérieur du régime iranien à travers les revers du Hamas, de ses proxys libanais, et yéménites. S'y ajoute la disparition de son allié syrien. On constate l'échec global d'une politique construite depuis 45 ans. Il s'y ajoute des évolutions, pas particulièrement visibles, mais réelles et profondes, dans le monde politique international, vis-à-vis du régime de Téhéran.

1.5 Dirigeants européens et américains entrent en scène.

Les positions des pays occidentaux, concernant le régime iranien sont donc particulièrement à observer. La réunion qui s'est déroulée, près de Paris, le 11 janvier, sous l'égide du Conseil National de la Résistance Iranienne (CNRI) revêt une importance particulière. Elle a rassemblé plus d'une dizaine de dirigeants internationaux civils et militaires, ex-ministres et ex-premiers ministres. Elle avait été précédée, le 9 janvier, par une rencontre entre Maryam Rajavi la présidente élue de la résistance iranienne et l'ancien secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo (2018-2021).

Ce dernier a clairement formulé les 3 étapes que la toute prochaine administration américaine devrait mettre en place : pression économique maximum sur le régime, encouragement à la population iranienne de se débarrasser elle-même du régime, grâce à l'action des Unités de Résistance intérieure, et enfin, reconnaissance du Conseil national de la Résistance iranienne. Mike Pompeo a souligné que la résistance ne réclame pas une intervention étrangère, mais la reconnaissance de son droit à résister. Il a en effet déclaré : « Le plan du Conseil national de la Résistance n'exige pas de changement de régime de l'extérieur, des États-Unis ou d'autres pays. Il ne demande ni présence militaire ni financement extérieur. La seule exigence de la résistance est la reconnaissance de la situation critique du peuple iranien. »

Le programme du CNRI après la chute du régime actuel prévoit en effet l'installation d'un gouvernement provisoire. Ce dernier mettra en place des élections libres, dans les 6 mois, dans le cadre du programme en 10 points du Conseil National de la Résistance Iranienne.

Les interventions de l'ancienne première ministre britannique, Liz Truss, et d'Ukraine, Ioulia Timochenko, de l'ancien speaker de la Chambre des Communes de Grande-Bretagne, John Bercow, et de deux anciens commandants des Forces Alliées en Europe, les généraux Tod Walters et James Jones, ont toutes confirmé ces 3 étapes dans l'évolution souhaitée vers la chute du régime religieux de Téhéran. L'envoyé spécial de Donald Trump sur l'Ukraine, le Général Keith Kellog a confirmé cette stratégie : « Nous devons exploiter la faiblesse que nous voyons maintenant. L'espoir est là, tout comme l'action doit l'être aussi ». Sa présence souligne l'importance, que revêtira pour l'Ukraine, l'arrêt du soutien militaire iranien, à la Russie.

À l'image de la chute du régime soviétique que l'on n'avait pas vu venir, le renversement du régime Iranien pourrait être très proche. Un nouveau président est arrivé au pouvoir à Washington en 2025. En 2018, il avait renforcé les sanctions contre l'Iran. Le régime ressent son affaiblissement extérieur et intérieur et les pressions exercées sur lui. Il a entamé une double stratégie, acceptant des négociations avec les États-Unis et proposant aux représentants européens la reprise d'entretiens sur le nucléaire, tout en maintenant un chantage d'État, par la détention induite de citoyens occidentaux.

Le pouvoir de Téhéran détient en prison, et depuis plus de 3 années, 2 citoyens français, Cécile Kohler et Jacques Paris.

Cette double stratégie, négociation et pression, est destinée à éviter que les pays occidentaux apportent leur soutien au renversement du régime. Mais ce renversement viendra en réalité de l'intérieur du pays, du peuple iranien lui-même.

Mike Pompeo a eu la clairvoyance de le souligner : « L'Iran sera libre, mais grâce à ceux qui se sont sacrifiés pour cette liberté, pendant des décennies ».

2. La dégradation de la situation socio-économique

Le régime iranien a mis ses alliés et proxys, Hamas, Hezbollah, Houthis, en évidence dans son combat idéologique régional. Cette stratégie dissimule sa responsabilité, et détourne le regard de la situation intérieure du pays. Les conditions économiques et sociales continuent de se dégrader. Cela affectera-t-il la stabilité du régime, son existence même, au moment où le guide suprême est entré dans sa 36^{ème} année de pouvoir ?

Le regard international s'est donc détourné de la situation intérieure iranienne qui continue à se dégrader économiquement, socialement, et politiquement. Or, le futur de l'Iran est clé pour celui de la région.

2.1 La poursuite du déclin économique

Les sanctions économiques prises par les États-Unis en 2018, accompagnant la sortie de l'accord nucléaire de 2015, interdisaient les exportations pétrolières iraniennes. Elles ont contribué à accélérer la dévaluation du rial, et l'inflation, mais elles n'ont pas inversé une situation économique satisfaisante.

En effet, l'analyse statistique des 45 années de gestion de la République islamique montre nettement la hausse tendancielle de l'inflation, ainsi que la baisse tendancielle de la croissance. Les difficultés économiques sont donc structurelles, et non pas conjoncturelles. Le régime est donc le principal responsable des chiffres actuels.

Le taux d'inflation en 2024, continue de se situer à plus de 30%. Il atteindrait même le seuil des 50% selon le journal iranien Ham-Mihan. En conséquence, la hausse des prix alimentaires est devenue le principal problème de la population. Plus de 30% des Iraniens vivraient en dessous du seuil de pauvreté. Des experts iraniens sont plus alarmistes. L'économiste Mahmoud Djamsaz évoque 40 millions d'Iraniens vivant en dessous de ce seuil (interview site Nokna.net, 23 octobre 2024). Au mois de septembre, le prix de la farine subventionnée, destinée à la fabrication du pain, a été augmenté de 66%....

Le nouveau président Massoud Pezeshkian veut réduire les subventions sur l'essence : « Il est déraisonnable d'importer de l'essence au taux du dollar, et de la revendre à un prix subventionné ». Une réduction de 25% de la subvention est affichée dans le prochain budget. Le prix de l'essence ne pourra qu'augmenter. Mais le gouvernement se souvient de la révolte nationale de 2019 provoquée par une hausse du prix des carburants....

Il faut à cet égard noter que l'Iran bien que producteur et exportateur de pétrole, ne dispose pas de capacités suffisantes de raffinage pour faire face aux besoins en essence de sa population. Le pays doit donc importer des produits raffinés.

L'économie iranienne est confrontée à des vents très contraires, provoqués par les insuffisances des principales structures de son économie.

2.2 Structures économiques dominantes et corruption

L'économie iranienne est considérée comme fortement « administrée » à hauteur de 70%. À la nationalisation de l'exploitation des ressources de pétrole et de gaz par la NIOC (National Iranian Oil Company) s'est ajoutée la mainmise des Gardiens de la Révolution et des Fondations religieuses sur un très grand nombre d'industries et d'institutions financières. Cette concentration crée une corruption généralisée.

L'Iran se classe au 151^{ème} rang sur 180 pays dans l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International...

Les fondations religieuses ou caritatives dépendent directement du guide suprême, telles Astan Qods Razavi (destinée à la base à gérer le mausolée de l'imam Reza à Mashhad) et la Fondation des Opprimés (*Bonyad-e Mostazafan*).

Elles sont à la tête de plusieurs centaines de structures, diversifiées dans l'industrie, l'agriculture, la finance, la construction ou les mines. En plus, comme l'a confirmé en janvier 2020, le chef de l'Organisation des affaires fiscales iranienne, elles ne sont pas soumises à l'impôt. Elles constituent donc d'énormes structures de corruption, de privilèges, et de favoritisme.

Les Gardiens de la Révolution ont également créé un vaste empire économique et financier. Leur structure la plus emblématique, Khatam al-Anbiya, contrôle plus de 800 entreprises, dans la construction, l'énergie, la construction navale, les télécommunications, et les mines. Elle est impliquée dans l'exploitation du champ gazier de South Pars, l'un des plus grands gisements de gaz au monde.

Le monde religieux et la sphère militaire des Gardiens de la révolution, appartenant tous deux à l'univers politique, ont donc accaparé une partie de l'économie.

La société iranienne subit ainsi la double peine d'une économie corrompue, et qui lui est dérobée, ce qui l'appauvrit un peu plus, chaque année. Elle est ainsi confrontée à de puissants vents contraires qui se répercutent inévitablement dans le domaine social.

2.3 Des tensions sociales permanentes

Depuis plus de 7 années la société iranienne est agitée par des grèves et des manifestations, liées aux difficultés économiques, mais les causes sont maintenant plus nombreuses.

Depuis le printemps 2025, l'Iran est confronté à une crise énergétique aiguë, marquée par des coupures d'électricité fréquentes et prolongées. Ces interruptions, parfois biquotidiennes et durant plusieurs heures, affectent tant les zones urbaines que rurales, perturbant gravement la vie quotidienne. Les causes de cette crise sont multiples : infrastructures énergétiques vétustes, manque d'investissements en raison des sanctions internationales, et une sécheresse sévère réduisant la capacité des barrages hydroélectriques. De plus, l'exploitation intensive de l'électricité par des fermes de minage de cryptomonnaie, souvent illégales et parfois liées au Corps des Gardiens de la Révolution islamique, aggrave la situation en détournant une part significative de

l'énergie disponible. Les conséquences économiques et sociales sont considérables. Les industries, notamment les petites entreprises comme les boulangeries, subissent des pertes importantes en raison de l'instabilité de l'approvisionnement électrique, rendant la production de pain, extrêmement difficile. Les services essentiels, tels que les transports publics et les communications, sont également perturbés, exacerbant le mécontentement populaire. Face à cette situation, le gouvernement a tenté de limiter les coupures à deux heures par jour, mais ces mesures sont insuffisantes pour résoudre une crise enracinée dans des problèmes structurels profonds.

Outre l'électricité, le spectre du mécontentement s'étend du manque d'eau, au retard de paiement des retraites, en passant par les conditions de travail dans l'industrie, et les problèmes sectoriels, dans les transports par exemple. La désastreuse gestion des ressources en eau a conduit à d'importantes manifestations, dans la région d'Ispahan. Le secteur des transports routiers a également connu, et connaît encore actuellement d'importantes perturbations nationales.

La société est donc agitée par des mouvements de grève, dans tout le pays, et particulièrement visibles dans les secteurs de la santé, de l'industrie gazière, et chez les retraités. Ces derniers sont profondément affectés par le niveau de l'inflation qui lamine leurs retraites, insuffisamment et tardivement revalorisées. Des manifestations de retraités se déroulent dans l'ensemble du pays.

Les travailleurs de l'industrie du gaz sont profondément insatisfaits de leurs salaires, des retards de paiement, et de leurs conditions de travail. Les mouvements ont été particulièrement nombreux depuis novembre 2024 dans la région pétrolière et gazière du sud-ouest, en particulier à Ahvaz. Dans le domaine de la santé, les conditions de travail et les salaires, provoquent des grèves dans les hôpitaux aussi bien à Téhéran qu'à Yazd, dans le centre de l'Iran.

Depuis le 19 mai 2025, l'Iran est le théâtre d'une grève nationale des chauffeurs routiers, déclenchée à Bandar Abbas après une explosion meurtrière imputée à un stockage militaire dangereux. L'explosion, survenue le 26 avril 2025, a causé la mort d'au moins 70 personnes et fait plus de 1 200 blessés, selon les médias d'État. De nombreux chauffeurs routiers figuraient parmi les victimes.

Le mouvement de grève s'est rapidement étendu à plus de 140 villes dans 31 provinces, paralysant les transports et affectant la logistique nationale. Les grévistes protestent contre la baisse des tarifs de fret, la réduction des quotas de carburant subventionné, la hausse des coûts d'assurance et de maintenance. Il s'y ajoute l'augmentation prévue du prix du diesel.

La société iranienne bouillonne de mécontentements dans de nombreux secteurs d'activités, auxquels s'ajoutent les protestations des retraités dont les pensions sont grignotées par plus de 30% d'inflation. Cette agitation sociale se répercute donc naturellement dans le domaine politique.

2.3 Le décrochage politique des citoyens

Le renouvellement du Parlement, et la confirmation du nouveau président, ont permis de mesurer, en 2024, la cote du régime auprès de la population. Les statistiques officielles indiquent un taux de participation de l'ordre de 45%. Mais ce chiffre officiel n'est pas réaliste, il ne reflète pas la réalité des urnes.

Les réseaux d'opposition, autour du Conseil National de Résistance Iranienne (CNRI) à partir de 1.900 bureaux de vote, ont projeté un taux de participation inférieur à 20%. Dans le cas le plus extrême, un député à Téhéran a obtenu son siège avec moins de 7% des inscrits... !

Un décrochage s'est profondément installé entre le pays profond et le régime, en place depuis45 ans. Le commentaire d'une iranienne « Ce régime n'a rien fait pour nous » résume parfaitement le sentiment majoritaire. Mais dans les manifestations sociales, on entend des slogans très radicaux : « Nous arracherons nos droits en descendant dans la rue ».

Le Guide suprême, malade, entré dans sa 87^{ème} année, a récemment rencontré l'Assemblée des experts, chargée de désigner son successeur. Il souhaite que son fils, Mojtaba, soit choisi.

Des événements cruciaux, pour l'avenir du régime, se déroulent en catimini, au sommet du pouvoir. Mais le grondement de la base populaire risque fort de s'inviter dans le processus.

3. La répression pour garder le pouvoir, à tout prix

La fin du régime religieux à Téhéran est une problématique identifiée depuis 7 ans par de hauts représentants du pouvoir. Dès 2018, Nategh Nouri, ancien président de l'Assemblée Nationale, et Javad Amoli, prédicateur de la grande ville religieuse de Qom, l'évoquaient dans les médias. Sept années plus tard, une situation économique aggravée, et des revers significatifs en politique extérieure, rapprochent le régime de ce moment fatidique. La seule solution à court terme pour le guide suprême, consiste à dissuader la population de se soulever en accroissant la répression.

La répression n'est pas une situation nouvelle pour le peuple iranien. Du temps de l'ancien régime, Mohamad Reza Pahlavi avait créé la SAVAK, service de

sécurité intérieure, responsable de la mort de plusieurs milliers d'opposants. A l'arrivée de Khomeini, son nom fut changé en VEVAK, en gardant une partie des effectifs. Un documentaire présenté à la télévision d'État le 2 février 2025 confirme que 10 des 11 divisions de la SAVAK ont prêté allégeance à Khomeini, avant la chute du Shah.

3.1 Accélération des exécutions

À la répression de ce service se sont ajoutées celles du service de renseignement des Gardiens de la Révolution, de la milice Bassidj, et du système judiciaire, soumis au pouvoir. Cette globalisation de la répression a conduit à l'exécution de 1000 prisonniers en 2024, après 864 en 2023. Ce macabre rythme s'accélère encore avec plus de 1200 prisonniers exécutés depuis l'arrivée en juillet dernier du président Massoud Pezeskhian (présenté comme modéré). La peine de mort à ce niveau de fréquence, même pour les nombreux condamnés de droit commun, est en réalité une stratégie d'Etat utilisée à des fins politiques : alimenter la peur, afin de décourager à l'avance, tout soulèvement.

Cette répression est principalement orientée vers 4 catégories de citoyens, les étudiants, les femmes, les minorités religieuses et ethniques, et les opposants politiques.

3.2 actions contre les étudiants

L'an dernier les étudiants ont constaté l'arrivée de nouveaux inscrits d'origine irakienne. Ces nouveaux étudiants étaient en réalité des recrues des services de renseignement, issues des milices pro-iraniennes du Hashd-al-Shaabi à la solde de Téhéran, en Irak. Leur venue reflète une double stratégie d'infiltration et de capacité de répression depuis l'intérieur de l'université. Par exclusion ou arrestation arbitraire, les étudiants sont systématiquement muselés.

Le 14 février, un étudiant, Amir Mohammad Khaleqi a été tué à proximité de la résidence universitaire à Téhéran. Des manifestations se sont immédiatement déclenchées. La répression s'est traduite par l'arrestation d'une centaine d'étudiants.

Les autorités ont renforcé les mesures de sécurité autour du campus afin de réprimer tout nouveau mouvement.

Le pouvoir vient d'étendre cette répression jusque dans les lycées et les écoles. En coordination avec le président Pezeshkian et le ministre de l'Éducation, Alireza Kazemi, le guide suprême Ali Khameneï a ordonné le déploiement de forces de sécurité dans les établissements scolaires. L'objectif : intimider les élèves, briser leur esprit contestataire et prévenir toute forme de mobilisation ou de

manifestation, également dans les écoles. Le pouvoir avait identifié que de jeunes lycéens étaient de plus en plus présents dans les manifestations.

3.3 Répression renforcée contre les femmes

La police de la moralité exerce une répression accrue dans les grandes villes, contre les femmes ne portant pas le hijab, obligatoire. La rudesse des arrestations fait partie du mode opératoire souhaité, afin d'augmenter l'image de la force de cette répression.

Le 2 février 2025 un groupe de prisonnières politiques de la prison d'Evin à Téhéran s'est vu interdire toutes visites après avoir scandé des slogans anti-régime. Leur protestation faisait suite au transfert de deux prisonniers politiques condamnés à mort.

Le 14 février, Sharifeh Mohammadi, d'origine kurde, militante syndicale condamnée à mort, dont la peine avait été annulée par la Cour suprême, a vu cette condamnation confirmée par la Cour d'appel. Deux autres femmes militantes associatives kurdes, sont également condamnées à mort : Varisheh Moradi et Pakhshan Azizi. L'an passé 34 femmes ont été pendues par le régime. Et depuis le début de 2025, 20 femmes ont été exécutées.

3.4 Persécution des minorités ethniques et religieuses

En Iran, les minorités ethniques et religieuses paient également un lourd tribut à la répression. Les prisonniers d'opinion les plus nombreux exécutés par le régime sont issus, en majorité, des populations kurdes et baloutches. D'autres groupes comme les bahaïs, les chrétiens convertis, les confréries soufies et les sunnites sont également des cibles régulières d'une politique de persécution systématique menée par les autorités.

Les Kurdes d'Iran sont porteurs de revendications autonomistes anciennes et profondément enracinées. Vivants à l'ouest du pays, ils ont toujours été brutalement réprimés, aussi bien sous la monarchie du Chah que sous le régime religieux actuel. Leurs organisations ont souvent été contraintes à l'exil, notamment au Kurdistan irakien. Même réfugiées en Irak, elles ont été frappées par des bombardements ou par des pressions exercées par les autorités irakiennes et kurdes, sous influence de Téhéran. En Iran, de nombreux militants kurdes sunnites ont été exécutés ou emprisonnés, et la répression à leur encontre demeure intense.

La communauté baloutche subit elle aussi une répression sévère. Installée principalement dans le Sud-Est du pays, dans la province du Sistan-et-Baloutchistan, mais aussi au nord dans la province du Golestan, elle fait face à

une présence militaire croissante. Le régime y a récemment déployé la Brigade Fatemiyoun, une milice composée majoritairement de réfugiés afghans, chiites, recrutés par la Force Al-Qods des Gardiens de la Révolution. Cette unité a été très utilisée lors de la guerre civile en Syrie, pour soutenir le régime de Bachar al-Assad. Elle est aujourd'hui déployée pour mener la répression contre la population baloutche dans l'est de Iran.

Tout comme les Kurdes, la population Baloutche ne mène pas un combat séparatiste : elle réclame la fin de la pauvreté, de la marginalisation, des discriminations, ainsi que la liberté religieuse pour les sunnites. Leurs mouvements, à la fois religieux et nationalistes, visent un changement de régime pour instaurer une République équitable, débarrassée de la domination du clergé chiite.

3.5 Répression des opposants politiques

Le 2 février 2025, Manouchehr Fallah a été condamné pour « guerre contre Dieu, et actions contre la sécurité du régime ». Il était accusé d'avoir endommagé des bâtiments d'État.

Condamné à 15 mois de prison pour outrage à Ali Khamenei et propagande contre le régime, et alors qu'il terminait sa peine, une nouvelle affaire a été montée contre lui, conduisant à sa condamnation à mort.

Le 23 février 2025 on apprend que la demande de réexamen de la condamnation à mort de Mehdi Hassani est rejetée. Condamné pour « guerre contre Dieu » et appartenance à l'Organisation des Moudjahidines (combattants) du Peuple Iranien (OMPI). M. Hassani risque donc la mort. Même situation pour son compagnon de cellule Behrouz Ehsani. Il existe plusieurs dizaines de condamnés à mort, pour des motifs politiques. Outre les prisonniers kurdes et baloutches, les plus nombreux sont les militants de l'OMPI. Les condamnés les plus récents de ce mouvement sont : Mohammad Taghavi, 58 ans, ancien prisonnier politique dans les décennies 1980 et 1990 ; Ali Akbar Daneshvarkar 57 ans, ingénieur en génie civil ; Babak Alipour 33 ans, diplômé en droit ; Vahid Bani-Amirian 32 ans, titulaire d'un master en gestion ; Pouya Ghobadi 32 ans ingénieur en électricité ; et Abolhassan Montazer 65 ans, architecte, souffrant de multiples maladies, et Mohammad Javad Vafai.

3.6 Actions et protestations

Les prisonniers eux-mêmes ont mis en place dans 41 prisons les « grèves de la faim du mardi » demandant l'arrêt de toute exécution capitale. Ce mouvement en est à sa 70ème semaine d'action, fin mai 2025.

En dehors d'Iran, les responsables politiques se mobilisent. Au Parlement européen un groupe de députés a appelé la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, à intervenir pour empêcher l'exécution de prisonniers politiques iraniens.

Au Parlement britannique une session s'est tenue sur l'augmentation alarmante des exécutions en Iran. Aux États-Unis, les deux co-présidents, démocrate et républicain, du Comité pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Iran, ont condamné les récentes exécutions capitales.

Aux États-Unis, la Chambre des représentants a adopté une résolution (H.Res. 166) soutenue par une majorité bipartisane de 220 membres. Elle exprime son appui aux aspirations du peuple iranien pour une république démocratique, laïque et non nucléaire, et condamne les actes de terrorisme et de répression du régime iranien. Au Royaume-Uni, 560 parlementaires, issus des deux chambres et de plusieurs partis, ont publié une déclaration conjointe, au mois de mai 2025, dénonçant la détérioration des droits humains en Iran, et soutenant le plan en dix points du CNRI pour un Iran libre et démocratique. Ces initiatives reflètent une reconnaissance croissante de la légitimité de l'opposition iranienne et un engagement international renforcé en faveur des droits du peuple iranien.

En France, le 31 janvier, le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique (CPID) a lancé un appel urgent pour empêcher l'exécution imminente de deux prisonniers politiques. Le CPID qui rassemble des parlementaires français de diverses sensibilités politiques, a dénoncé lors d'une réunion à l'Assemblée nationale, le 27 mai, la recrudescence des exécutions en Iran. Le comité considère cette répression croissante comme le signe de l'approche d'un prochain soulèvement populaire en Iran.

Une telle mobilisation internationale ne se manifestait pas il y a quelques années.

Depuis 2017, trois révoltes populaires, d'ampleur nationale, ont été maîtrisées par de sanglantes répressions. L'aggravation de la situation économique, et les échecs en politique extérieure, rendent probable un nouveau soulèvement populaire qui pourrait être fatal au régime. Le pouvoir veut reculer cette échéance en durcissant encore sa répression. Gouvernements et ONG doivent se mobiliser pour agir contre les décideurs de cette sanglante politique.

4. Négociations nucléaires, la crise finale du pouvoir ?

Les négociations entre Téhéran et Washington sur le nucléaire ont fait apparaître des options différentes à l'intérieur du régime. De violentes querelles, au Parlement, ont toujours lieu concernant le port du voile. Ces batailles internes, corrosives pour le pouvoir, s'ajoutent aux échecs extérieurs, et aux profondes difficultés économiques. Le régime pourra-t-il résister longtemps à une telle accumulation de forces déstabilisatrices ?

Depuis l'arrivée des religieux au pouvoir à Téhéran, les décisions politiques du guide suprême n'ont que très rarement été contestées ouvertement. Mais ces temps semblent révolus et des dissensions internes font leur apparition.

5.1 Négociations nucléaires, choc du discours et de la réalité.

De profondes contradictions sont apparues au sujet des négociations nucléaires engagées avec les États-Unis. Le guide suprême, Ali Khamenei, exerce un monopole constitutionnel et religieux, donc sur la politique étrangère, dont le nucléaire fait éminemment partie.

Dans un discours solennel prononcé, le 7 février dernier, devant un groupe de commandants et d'officiers issus de l'armée de l'air et de la force de défense aérienne, il a rejeté toute idée de négociations avec les États-Unis, la jugeant « *ni intelligente, ni sage, ni honorable* ». Pourtant, des négociations menées par Abbas Araghchi, ministre des affaires étrangères, ont débuté dans le Sultanat d'Oman, et se sont poursuivies à Rome. Cette dualité de position a stupéfié une partie de l'appareil politique et religieux du régime, incitant plusieurs personnalités de premier plan à mettre publiquement en question la nécessité et la légitimité de ces pourparlers.

Devant cette situation, les journaux proches du guide, comme Keyhan et Javan, ont dans un premier temps condamné toute négociation. Maintenant, ils ne les évoquent pas, ou ils vont jusqu'à les justifier. D'autres se moquent du guide suprême Ali Khameneï, qui semble faire le contraire de ce qu'il a dit, risquant d'apparaître « *ni intelligent, ni sage, ni honorable* » !

Pour la première fois, publiquement, une partie de l'appareil politique et religieux ose se désolidariser du cap politique tracé par le guide suprême.

Pourtant, le dossier nucléaire constitue la clé de voûte du dispositif politique et stratégique iranien. L'existence du guide suprême, et ses pouvoirs, constitue l'autre clé de voûte, idéologique et religieuse. Les divergences affichées s'attaquent donc au cœur même de l'architecture du pouvoir. Elles ont été précédées de tensions et conflits, dans d'autres strates du système politique.

5.2 Le hijab autre source de conflit institutionnel

209 membres du parlement, le Madjles, ont signé une lettre le 4 mars, exhortant son président Mohammad Baqer Qalibaf à appliquer pleinement la loi « hijab et chasteté ». Les députés s'appuyaient sur les déclarations du guide suprême, expliquant que l'application de la loi est cruciale pour maintenir le contrôle idéologique et l'unité du régime.

Or, le président de la République, Massoud Pezeshkian, s'est opposé à cette demande. Le 7 mars, son adjoint, Mohammad-Jafar Qaem-Panah, a annoncé publiquement : « *Le président a clairement souligné que la loi sur le hijab ne pouvait pas être appliquée car elle créerait des problèmes pour la population.* »

Ce refus d'appliquer les textes a suscité l'indignation dans le monde religieux. Ahmad Alamolhoda, le représentant de Khamenei à Machhad a même accusé le président de la République de trahir la révolution, car : « *Refuser d'imposer le hijab est une désobéissance à Dieu.* »

Pour les ultra-conservateurs toute concession à la société civile renforce les adversaires du régime. A l'inverse, des groupes moins conservateurs et plus pragmatiques estiment que l'application stricte de la loi risque de déclencher des troubles généralisés aux conséquences imprévisibles. Partisans et opposants sans se l'avouer, sont finalement d'accord sur un point : le régime est en danger.

La mise en question de l'autorité absolue du guide, de l'intérieur même du système politique, risque de provoquer un « effet de souffle » sur la société iranienne. Formidable appel d'air vers les citoyens pour qu'ils s'engouffrent dans ce rejet de l'autorité suprême, et provoquent le renversement du régime par un ultime soulèvement.

5.3 La République islamique d'Iran en danger

Le 2 mars 2025 un des vice-présidents du régime iranien, Mohammad-Javad Zarif, ancien ministre des Affaires étrangères pendant 8 ans, a été amené à démissionner.

Il a tenu à mentionner que le chef du pouvoir judiciaire lui avait conseillé cette décision afin de réduire les pressions exercées sur le gouvernement par l'accroissement des difficultés économiques et sociales. Sa démission reflète une perte d'influence d'une tendance dite pragmatique au sein du gouvernement, face à la montée d'éléments plus radicaux

Ce point de vue est conforté par Ahmad Zaidabadi, analyste politique proche du pouvoir : « *Les crises ont pris une ampleur exponentielle et ont atteint un point critique. Les factions rivales ne s'acceptent pas et ne parviennent pas à se convaincre mutuellement* ».

Cette analyse, d'un observateur intérieur, confirme la profondeur de la crise et la fragilité du régime. Une résistance organisée pourrait-elle porter le coup fatal ?

5.4 La montée en puissance des Unités de Résistance

Depuis environ 5 ans, des cellules de résistance, appelées Unités de Résistance se sont mises en place dans les 31 provinces iraniennes. Elles ont été créées dans le cadre de l'OMPI, Organisation des Moudjahidines (combattants) du peuple iranien. Elles mènent aussi bien des attaques contre les bâtiments du pouvoir, ses supports de communication, que des opérations de promotion de la résistance par tags, et affichage. Leur nombre est en progression constante.

Des actions typiques des Unités de Résistance consistent à attaquer les bâtiments officiels, tels les centres des Gardiens de la révolution ou des miliciens, et les centres de formation des milices chargées de réprimer les femmes.

Depuis le soulèvement de 2022, les unités de résistance affiliées à l'OMPI se sont multipliées à travers le pays, malgré de nombreuses arrestations et les condamnations à mort des militants. Au cours des 12 derniers mois, ces Unités de Résistance ont mené plus de 3.000 opérations ciblant des bâtiments officiels et installations liées aux Gardiens de la Révolution, et plus de 39.000 actions d'affichage, ou de tag. Des centaines de vidéos sont disponibles et illustrent ces opérations

Le 11 avril 2025, Ghorbanali Dorri-Najafabadi, ancien ministre du Renseignement, a lancé un avertissement concernant la « menace grave et urgente » posée par l'OMPI, accusant cette organisation d'être l'adversaire le plus dangereux du régime depuis la révolution de 1979. Cette structure opérationnelle est appelée « l'ennemi » par les médias officiels, et par le guide suprême, Ali Khamenei.

Si le peuple iranien décidait un jour de se soulever de façon organisée, Les Unités de Résistance seraient amenées à jouer un rôle de première importance.

La dégradation globale des positions du régime à l'extérieur, et les fissures politiques intérieures, pourraient conduire à cette situation plus vite qu'on ne le croit.

CONCLUSION

Une telle analyse n'aurait jamais pu être faite les années précédentes. Ces deux dernières années ont marqué un radical changement de situation, au Moyen-Orient.

La situation stratégique iranienne a profondément évolué au cours de l'année 2024, et se poursuit en ce début d'année 2025.

Les positions extérieures, régionales, de la République islamique d'Iran ont été radicalement bouleversées par, la chute de leurs proxys autour d'Israël, celle du régime allié à Damas, et les difficultés auxquelles sont confrontés les Houthis au Yémen.

Ces changements de situation ont un très fort retentissement dans la population iranienne, qui subissait cette politique extérieure, ruineuse financièrement, et coûteuse en vies humaines. Il suffit de connaître le slogan souvent entendu dans les manifestations, à ce sujet, depuis plusieurs années : « Ni Syrie, ni Liban, mon sang pour l'Iran ». Le peuple iranien ne soutenait pas ces guerres et dépenses inutiles, surtout face aux énormes besoins économiques intérieurs. Ces défaites du régime à l'extérieur, constituent pour la population un soulagement, en lui fournissant un signe tangible de son affaiblissement politique.

Cette situation nouvelle survient dans un contexte intérieur également très difficile pour le pouvoir, par son incapacité à résoudre une crise économique forte et persistante.

Ce double constat se produit au moment où les négociations nucléaires sont en cours avec les États-Unis, alors que le guide suprême les jugeait « ni intelligentes, ni sages, ni honorables ». Il se trouve ainsi publiquement discrédité. Une crise politique institutionnelle se déroule, en profondeur, à Téhéran.

En même temps, Washington augmente ses sanctions sur les sociétés exportant du pétrole et du GNL iranien, et accroît sa présence militaire, durcissant ainsi sa pression globale sur le régime. Cette impulsion économico-militaire américaine est accompagnée d'un mouvement politique de la part de milliers de députés et sénateurs dans le monde, y compris en France, encourageant le peuple iranien dans sa quête de liberté.

Depuis des dizaines d'années, les hommes et les femmes d'Iran aspirent à leur liberté, et à un niveau de vie décent. Les révoltes de ces dernières années ont tracé le chemin. La jeunesse iranienne et la population féminine attendent qu'un signe et des circonstances, peut-être dès cette année....